Regards de Portalis sur le droit révolutionnaire : la

quête du juste milieu

Éric Gasparini

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/2241>

DOI : 10.4000/ahrf.2241

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2002

Pagination : 121-133

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Éric Gasparini, « Regards de Portalis sur le droit révolutionnaire : la quête du juste milieu », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 328 | avril-juin 2002, mis en ligne le 17 mai 2006, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/2241> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.2241>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Regards de Portalis sur le droit révolutionnaire : la quête du juste milieu

Éric Gasparini

RÉSUMÉS

L'opinion de Portalis sur le droit révolutionnaire reflète les préoccupations d'un homme des Lumières et d'un juriste formé sous l'Ancien Régime. Il condamne la conception révolutionnaire de la loi qui à ses yeux entraîne la politisation du droit et le manque de stabilité de la législation. Portalis ne voit dans les lois civiles de la Révolution que renversement de la puissance paternelle, désorganisation de la famille légitime et affaiblissement du lien matrimonial. Cette condamnation ancre sa quête du juste milieu dans le conservatisme.

Portalis Looks at Revolutionary Law: the Quest for the Happy Medium. The opinion of Portalis on constitutional law reflects the concerns of a man of the Enlightenment and a lawyer educated under the old regime. He rejects the revolutionary legal concept which in his view tends to politicize the law and destabilize legislation. Portalis is convinced the civil statutes of the Revolution overthrow paternal power, disorganize the legitimate family and undermine the bond of matrimony. This rejection firmly anchors his quest for the happy medium in conservatism.

INDEX

Mots-clés : loi, Coutumes, divorce, droit successoral, famille, législation, mariage, propriété, puissance paternelle